

BABÈS À ANNABA

Le CNES ne veut pas de «recommandations anodines»

Annaba a accueilli, hier, les assises régionales de consultations sur le développement local. Organisées par le Conseil national économique et social (Cnes), ces assises ont concerné huit wilayas de l'est du pays, à savoir Annaba, Constantine, Mila, Guelma, Skikda, Tarf, Tébessa et Souk-Ahras.

Dans son allocution d'ouverture et comme pour bien préciser ce qu'il attend des participants, Mohamed-Seghir Babès, le président du Cnes a souligné : «Il n'est pas question de sortir de ces assises régionales avec des recommandations anodines. Nous voulons que vos propositions soient réalistes et concrètes en relation avec le quotidien des citoyens. Il faut casser les tabous. Il n'y a que le Coran qui est sacré. Vous avez toute latitude pour aborder l'ensemble des préoccupations.

Nous devons aller de la base vers le sommet pour organiser la bonne gouvernance pour arriver à un état planificateur stratégique coordonné entre les différents acteurs du développement local.» Pour une approche appropriée de l'ensemble des problèmes, le Cnes a fait appel à la participation des acteurs directs du monde économique et social.

C'est notamment le cas des walis, directeurs d'exécutif, des élus (APN, APW, APC), des représentants des associations civiles, à l'exemple du patronnat, syndicats, et mouvement associatif des huit wilayas. Bien pré-

parées, les interventions l'ont certainement été à l'écoute de la pertinence des questions abordées par les intervenants. L'initiative prise par les walis de réunir les membres de leurs exécutifs, les élus et autres animateurs du mouvement associatif a été très bénéfique. L'importance de cette manifestation est précisée par la mission attribuée aux participants désignés pour les travaux dans les quatre ateliers.

Présidés par un membre du Cnes aux côtés de deux walis, ces ateliers ont pour mission de débattre de la nouvelle dynamique du développement local. De la pleine réhabilitation des services publics. De l'émergence d'un nouveau paradigme de la gouvernance.

De la nouvelle hiérarchie des besoins et des priorités du développement local prenant davantage appui sur le génie des terroirs et visant un meilleur ciblage des attentes catégorielles.

Y participent aussi à ces assises des universitaires, chercheurs, experts, chefs d'entreprise, notabilités, avec pour objectif d'élaborer une plateforme de recommandations



Photo : Samir Sid

appelée à servir de base pour des réformes à élaborer lors des assises nationales d'Alger, prévues pour la fin du mois de décembre 2011. On était loin des pratiques d'antan où les intervenants étaient interrompus d'autorité par un modérateur, n'admettant aucune réplique. Le président du Cnes l'a voulu ainsi : «Vous avez toute latitude de vous exprimer sans que nul ne puisse vous interrompre.

Je vous demande simplement d'être concrets dans votre approche avec des propositions de solutions aux problèmes posés». Concrets, les intervenants l'ont été en soulevant divers aspects étroitement en relation avec le quotidien des populations et le développement local.

Les disparités régionales, la mauvaise gouvernance locale, la mauvaise volonté affichée par les

élus et leur incompétence dans la prise en charge des aspects socioéconomiques ont été longuement abordées.

Les recommandations attendues dans la soirée d'hier devraient être riches en propositions de solutions pour mieux appréhender la question du développement local et de là, la prise en charge efficiente des préoccupations citoyennes.

A. Bouacha

CLÔTURE DU SÉMINAIRE
DE LA POLICE JUDICIAIREUn seul credo :
la sécurité
du citoyen

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a présidé hier, à l'Ecole supérieure de police Ali-Tounsi, la cérémonie de clôture d'un séminaire dédié à l'évaluation des activités de la police judiciaire. L'occasion a été offerte au ministre de renouveler ses recommandations aux responsables des services de la police judiciaire de faire face à toutes les formes de criminalité qui attentent à la sécurité du citoyen.

S'il a reconnu les efforts déployés dans ce sens, il n'a cependant pas raté l'opportunité pour les exhorter à poursuivre sur la voie de cet engagement pour le bien-être du citoyen. Pour sa part, le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, a souligné que les services de police ne ménagent aucun effort pour traduire du mieux possible les orientations de la tutelle qui, a-t-il dit, constituent une feuille de route. Au premier jour du séminaire, le DGSN a eu à écouter les interventions des cadres de la police judiciaire autour des stratégies autour desquelles évoluent les actions de lutte contre la criminalité dans toutes ses formes, à savoir la cybercriminalité, le crime transnational, le commerce illégal des pièces du patrimoine archéologique. Le DGSN a insisté pour dire que la sécurité du citoyen relève de la responsabilité des compétences habilitées au travail de service public. Il a exhorté l'ensemble des cadres de la police à travailler pour que le citoyen se sente en sécurité, en luttant efficacement contre le vol et les agressions.

R. N.

CONFLITS DANS LES PAYS ARABES

«L'action humanitaire est soumise
à autorisation», selon le CICR

Les membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont fait le point hier sur l'action humanitaire «à la lumière du printemps arabe». Pour les professionnels de l'action humanitaire, les événements des derniers mois, notamment en Libye, ont exigé une adaptation rapide des actions sur le terrain.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant hier, les représentants du CICR Algérie ont expliqué que les événements ayant ponctué le «printemps arabe» ont nécessité aussi un redéploiement des budgets alloués aux actions sur le terrain.

Pour M. Frederic Fournier, chef de la délégation CICR Algérie, les budgets ont «carrement explosé», notamment suite à l'afflux des réfugiés fuyant la Libye vers la Tunisie.

Cette situation particulière a créé un problème de budget et aussi de manque de moyens humains. Pour l'intervenant, cette situation entre dans le cadre de l'imprévisibilité des événements lors de conflits. Il a précisé aussi que 70 % des budgets du CICR sont destinés aux pays musulmans. Concernant la situation actuelle dans les pays arabes qui ont connu des révolutions, le plus difficile est un retour à la normale.

«C'est un dilemme pour la communauté humanitaire quand les actions dans l'ur-

gence se terminent et que commencent les actions de reconstruction», a déclaré l'intervenant. Il a rappelé, à cet effet, que la Croix-Rouge internationale a le droit d'intervenir quand il s'agit de conflits internationaux et pas dans le cas de troubles internes.

Dans ce dernier cas, une autorisation préalable est demandée. «Le CICR était parmi les seuls organismes à activer en Libye. Sur le terrain, c'est difficile actuellement bien que le CNT ne voit pas d'inconvénient à ce qu'on active.

Nous pouvons aussi demander à visiter Seif el Islam Kadhafi», a par ailleurs déclaré l'intervenant, répondant à la question d'un journaliste lors du débat organisé en marge de la rencontre.

S'agissant de leurs actions en Algérie, les représentants du CICR ont rappelé que l'installation officielle d'un siège du CICR en Algérie n'a été autorisée qu'en 2002. Ceci alors que les actions sur le terrain ont été interrompues à



Photo : DR.

partir des années 1991-1992 en raison de l'exigence du respect des modalités», expliquent les membres du CICR.

«Le désaccord s'est fait sentir avec les autorités après trois visites sur le terrain, et on a suspendu nos actions durant sept années, parce qu'on n'avait pas l'autorisation de travailler», a déclaré le responsable de la délégation du CICR à Alger.

Il a signalé qu'actuellement, le CICR active en Algérie comme il le fait dans d'autres pays, notamment

pour ce qui est de la visite des prisons. La seule différence, c'est qu'en Algérie une escorte est imposée, ce qui rend les visites sur site annoncées d'avance.

«Le droit de visite» accordé au CICR concerne aussi uniquement les prisons dépendant du ministère de la Justice et les gardes à vue de la police et de la Gendarmerie nationale, «visites d'où sont exclues les prisons militaires», a souligné l'intervenant.

F-Z. B.